



FS SSCT DU 5 DÉCEMBRE 2023

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le président,

Nous le savons, le 101eme département est un territoire singulier à bien des égards.

Si l'État semble, au moins dans le discours, avoir pris la mesure de la situation dramatique dans laquelle est plongée Mayotte, les débuts de solutions envisagées ont mis beaucoup trop de temps à être mis en œuvre et paraissent nettement insuffisants à cette heure.

Deux très graves crises rendent en effet le quotidien des Mahorais extrêmement difficile, voire périlleux.

Les problématiques à Mayotte sont nombreuses mais nous ne nous attarderons que sur les plus préoccupantes du moment.

La crise de l'eau tout d'abord.

Les restrictions que nous connaissons chaque année se sont accentuées en 2023. La faute tout d'abord à une **précédente saison des pluies largement déficitaire**. Le dérèglement climatique est une réalité prégnante à Mayotte. **Savoureux à l'heure même où la COP 28 se tient à Dubaï**, pays représentatif de ce système mondial qui s'attelle à détruire méthodiquement notre habitat pour assurer à seulement quelques uns de vivre dans un luxe indécent.

Mais la météo n'est pas la seule cause de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. **Le manque d'anticipation de l'État allié à la gestion catastrophique de la ressource et des moyens alloués localement pour régler le problème** sont également des facteurs à prendre en considération à l'heure du bilan.

De cette incurie résulte donc **de l'eau au robinet durant seulement une douzaine d'heures tous les 3 jours**, et encore pour les plus chanceux. Ceux qui habitent en hauteur ne voient en effet l'eau couler que **quelques heures au cœur de la nuit**, les obligeant à se lever pour faire des réserves, leurs lessives et autres obligations domestiques. Enfin, **cette eau n'est pas toujours consommable** selon son lieu d'habitation.

Et les perspectives à court ou même moyen terme ne sont pas plus réjouissantes. Il se murmure en effet que sans pluies conséquentes, **l'accès à l'eau ne pourrait en effet plus se faire qu'une seule fois par semaine, aggravant ainsi la situation sanitaire, déjà dramatique, des plus précaires.**

Dernièrement, l'État a mis en place une distribution généralisée à toute la population à raison d'un litre d'eau potable par jour et par personne.

Ces distributions, organisées dans l'urgence et de façon chaotique, ne permettent pourtant pas d'avoir l'assurance de repartir avec le précieux or bleu puisque de nombreux problèmes d'approvisionnement et de logistique, compréhensibles étant donné l'ampleur de la tâche, viennent parfois les perturber.

Qui se sera rendu à ces distributions aura certainement assisté à des scènes dignes de pays du tiers monde ou de zones de guerre.

Par ailleurs, ce dispositif n'exonère pas la population de **l'achat nécessaire de packs supplémentaires, à des prix exorbitants, quand les commerces sont suffisamment approvisionnés.**

La DRFIP assure également une distribution quotidienne aux agents présents sur sites. Cette mesure appréciée doit perdurer tant que la crise de l'eau ne sera pas réglée.

L'installation de fontaines atmosphériques sur les 3 sites de la direction vient également compléter l'offre en eau potable durant les journées de travail.

Pourtant l'ARS indique que l'eau produite par ces dispositifs n'est pas consommable.

Nous savons que la direction a commandé des tests pour vérifier la potabilité de cette ressource et nous espérons en avoir les résultats dès aujourd'hui.

En ce qui concerne les blocs sanitaires, le raccordement d'un certain nombre de WC à des cuves permet aux agents de les utiliser dans des conditions plutôt satisfaisantes.

Il faudra simplement veiller à ce que des lingettes et du gel hydroalcoolique soit distribué dans tous les services en quantité suffisante de façon à ce que nous ne soyons jamais en rupture.

De même, les délais entre les commandes et les livraisons de ces fournitures devra être réduit au maximum, quitte à faire des achats d'urgence, pas comme la dernière fois où il s'est passé plus de deux mois entre la commande et la livraison.

L'autre crise majeure qui frappe l'île de plein fouet est celle de l'insécurité

Malgré l'envoi de force de l'ordre en renfort dans le cadre de l'opération Wuambushu du printemps dernier, opération officiellement toujours en cours, la situation devient extrêmement critique. Témoin le nombre de **fiches de signalement** ou d'accident examiné lors de cette instance.

Quatre concernent en effet des agressions, dont un vol à l'arraché, deux agressions à la machette et une autre sous la menace d'une arme à feu. Inimaginable dans ces proportions dans un département hexagonal.

Ces problématiques d'eau et d'insécurité pèsent gravement sur le quotidien, la santé et le moral des agents de la DRFIP de Mayotte.

Leur vie n'est désormais plus rythmée que par les lourdes contingences matérielles liées au manque d'eau et par la crainte de se faire agresser en se rendant ou en rentrant du travail.

Nombreux sont les collègues qui nous ont avoué ne plus oser sortir en famille le week-end comme ils le faisaient auparavant. D'autres ont renoncé à prendre la voiture si cela les oblige à rentrer une fois la nuit tombée. Ce n'est pas une vie.

La DRFIP est bien entendu consciente de tout cela. Nous vivons dans le même monde et tous autour de cette table connaissons les mêmes difficultés. Tous dans la même galère en quelque sorte.

Si le dialogue social est globalement apaisé lors de nos nombreux échanges informels tout au long de l'année, il y a néanmoins certaines choses qui méritent d'être posées officiellement lors des instances dédiées.

Solidaires Finances Publiques demande donc :

- **Que le principe de la distribution d'eau aux agents présents sur sites soit pérennisé tant que la situation ne sera pas revenue à la normale ;**
- **Que l'eau des fontaines atmosphérique soit testée le plus régulièrement possible ;**
- **D'assurer la fourniture continue de gel hydroalcoolique et de lingettes dans tous les services ;**
- **Que des facilités soient accordées à tous les agents qui en auront besoin pour aller récupérer les packs d'eau distribués par l'État ;**
- **Que le travail à distance soit accordé sans entrave et le plus largement possible, notamment lorsque la situation l'exige ;**
- **Que la direction communique régulièrement auprès de tous les agents sur le dispositif des fiches de signalement et les possibilités de prise en charge en matière de suivi psychologique.**